



# **RAPPORTS ANNUELS 2024 COSOG-CDC**

**validés par  
l'ASSEMBLEE GENERALE  
le 05 Juin 2025**

- ➡ Rapport de gestion
- ➡ Rapport du Commissaire aux comptes
- ➡ Rapport financier
- ➡ Rapport spécial du Commissaire aux comptes
- ➡ Rapport budgétaire



# **RAPPORT DE GESTION**

## **2024**

# **RAPPORT DE GESTION**

## **DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU COSOG-CDC**

### **À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 05 JUIN 2025**

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi et à nos statuts, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire annuelle afin de vous présenter la situation financière du COSOG-CDC et le résultat de ses activités, puis de soumettre à votre approbation les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Les comptes présentés ici, bilan, compte de résultat et annexe, ont été arrêtés par le Conseil d'administration du COSOG-CDC le 05 juin 2025, sous la présidence de Monsieur Jorge RICARDO.

Ils ont fait l'objet d'un contrôle de notre Commissaire aux comptes, le cabinet Gilles HUBERT.

Le rapport de gestion a pour objet de vous présenter les éléments chiffrés tout en vous apportant les renseignements complémentaires qui pourront en faciliter la compréhension.

Les comptes annuels de l'Association « COSOG-CDC », arrêtés au 31 décembre 2024, sont présentés dans les documents de synthèse : **BILAN, COMPTE DE RESULTAT et ANNEXE**, sur lesquels les commentaires suivants peuvent être apportés.

## I – LE COMPTE DE RÉSULTAT

Le compte de résultat de l'exercice fait apparaître un résultat **déficitaire** global de – 35 258,72 €. Ce dernier se décompose par :

- Un résultat déficitaire de – 303 495,52 € au titre des activités sociales,
- Un résultat bénéficiaire de 268 236,80 € pour la partie fonctionnement.

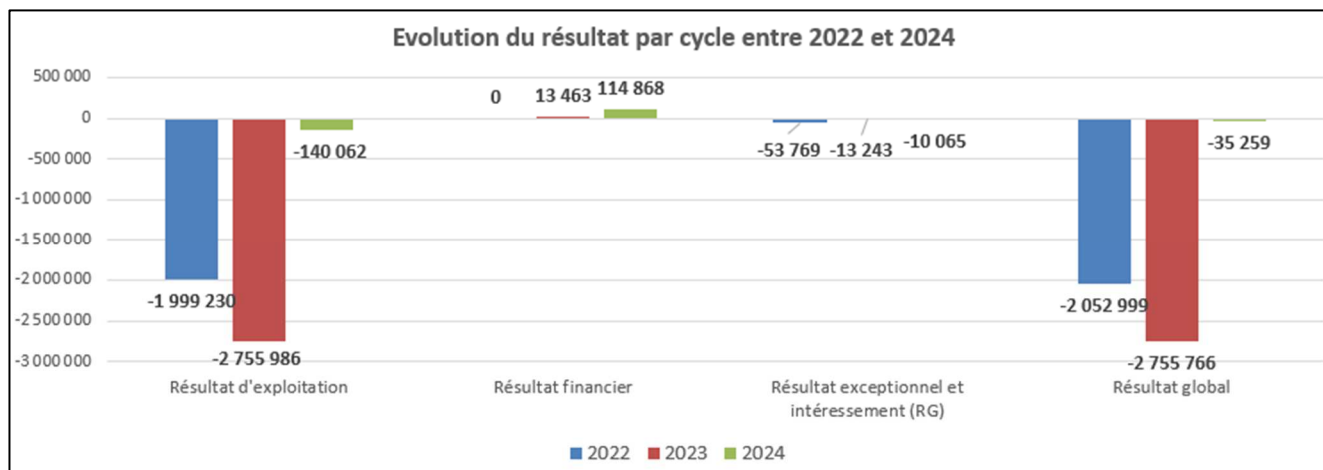
### A) ANALYSE MACROÉCONOMIQUE DU RÉSULTAT

Le résultat s'établit comme suit :

Exercice	2024	2023
Produits d'exploitation	26 738 343 €	25 178 134 €
Charges d'exploitation	26 878 405 €	27 934 120 €
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>- 140 062 €</b>	<b>- 2 755 986 €</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>114 868 €</b>	<b>13 463 €</b>
<b>Résultat exceptionnel et intéressement</b>	<b>- 10 065 €</b>	<b>- 13 243 €</b>
Total des produits	26 853 212 €	25 195 247 €
Total des charges	26 888 471 €	27 951 013 €
<b>Résultat global</b>	<b>- 35 259 €</b>	<b>- 2 755 766 €</b>

### B) ZOOM SUR LE CYCLE D'EXPLOITATION

En 2024, le COSOG a retrouvé une situation améliorée de son cycle d'exploitation marquant ainsi la fin de 2 années exceptionnelles dont l'objectif était la consommation et la redistribution aux ouvriers droit des réserves accumulées pendant le COVID. Ce retour à une année normalisée de l'exploitation se matérialise par une amélioration de 95% du **résultat d'exploitation pour atteindre – 140 062 €**. En effet, nous constatons un effet de ciseau favorable de l'évolution des produits (+6,2%) sur les charges d'exploitations (-3,8%) expliquant cette nette amélioration.



## 1- LES PRODUITS D'EXPLOITATION

Les produits d'exploitation en hausse de 6,2% (+1,56 M€) s'élèvent à 26 738 343 € et sont constitués de :

❖ **17 391 645 €** de subventions (+7,6%) :

- Subvention CDC .....	17 199 300 €
- Subvention AGR .....	148 108 €
- Subventions agents détachés à la CNP .....	42 868 €
- Subventions médiathèques ICDC .....	1 369 €

La progression des subventions de 1,23 M€ observée se décompose comme suit :



- ❖ **9 250 311 €** de participation des ouvriers droit COSOG-CDC, en augmentation de 5,5% soit + 480 K€ par rapport à l'exercice 2023 démontrant le maintien de la dynamique de l'activité en 2024 et une consommation des ouvriers-droits plus importante sur les CESU ou les voyages ;
- ❖ **96 386 €** de transferts de charges, des reprises de provisions et d'autres produits, en nette recul de 60% par rapport à l'exercice 2023. Ce poste de produits est expliqué :
  - Par une reprise de provisions de créances d'un montant de 21 K€ ;
  - Par des indemnités d'assurance reçues suite à des annulations de voyages pour 75 K€ ;Ce recul s'explique par la présence en 2023 d'une reprise de l'engagement retraite d'une salariée partie en retraite que nous n'avons pas sur 2024 et par des reprises de provisions liées aux renouvellements des instances et des consultations des OD dont les élections ont eu lieu sur 2023.

## 2- LES CHARGES D'EXPLOITATION

Les charges d'exploitation en baisse de 3,8% (- 1 M€) s'élèvent à 26 878 406 €. Cette diminution s'explique principalement par le non-recours en 2024 de mesures exceptionnelles sur le bonus crédits vacances les années précédentes. Les principaux postes sont les suivants :

- ❖ **3 443 687 €** d'achats de matière première, en hausse de 10% soit +315 K€ par rapport à 2023. Cette hausse de 10% s'explique par un accroissement des achats de CESU de 303 K€.
- ❖ **9 191 819 €** d'autres achats et charges externes, qui ont diminué de - 1% soit - 96 K€ en raison principalement d'une baisse de 74 K€ des frais liés aux moyens des élus.
- ❖ **14 021 694 €** d'autres charges en contraction de 7,8% (soit - 1,19 M€) par rapport à 2023 expliquée en majeure partie par une baisse de 1 M€ des subventions attribuées sur la prestation crédit vacances. Le non-recours des mesures exceptionnelles sur le crédit vacances en 2024 (Bonus de 100€, augmentation de la base de plafonnement à 700€ au lieu de 600€) explique à elle seule cette diminution comme mentionné dans le texte introductif.

D'autres postes de dépenses sont en diminution mais dans des proportions moins importantes tels que les salaires et traitements (-66 K€) et les charges sociales (-20 K€).

### **C) ZOOM SUR LE CYCLE FINANCIER**

En 2024, le COSOG a poursuivi ses placements de trésorerie entamés en cours d'année 2023 auprès de CDC Net sur des comptes à terme sans risque lui permettant de percevoir des intérêts constitutifs des produits financiers pour 114 868 € bruts en 2024 contre 13 463 € bruts en 2023. Ces intérêts font l'objet d'une taxation au taux de 24%.

Sans charge financière, il en résulte un résultat financier de 114 868 €.

### **D) ZOOM SUR LE CYCLE EXCEPTIONNEL**

Le résultat exceptionnel incluant la participation des salariés est de – **10 065 €** pour l'année 2024, il était de – 13 242,85 € en 2023.

Cette augmentation du résultat exceptionnel s'explique par une baisse plus importante des charges exceptionnelles sur les produits exceptionnels.

#### **1- LES PRODUITS EXCEPTIONNELS**

Il n'y a pas de produits exceptionnels sur l'année 2024.

#### **2- LES CHARGES EXCEPTIONNELLES**

Les charges exceptionnelles sont passées de 16 K€ à 10 K€. Cette diminution de 38% par rapport à 2023 s'explique par le départ en retraite d'une salariée engendrant un versement moindre d'intéressement.

## E) ZOOM SUR LE RÉSULTAT DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT

Le résultat du budget de fonctionnement qui s'établit à **268 236,80 €**, s'explique ainsi :

<b>Les produits de fonctionnement de l'exercice</b>		<b>856 532</b>
Fonctionnement	424 428	
Système informatique (V.12)	200 000	
Actions spécifiques*	148 035	
Intérêts des comptes à terme nets d'impôts	84 069	
<b>Les charges de fonctionnement de l'exercice</b>		<b>-506 831</b>
Frais administrateurs	-49 618	
Commissions locales	-3 218	
Moyens syndicaux	-71 004	
Honoraires	-47 530	
Frais administratifs	-104 448	
Revue spécialisée	-1 683	
Fournitures et matériels DHS200	-7 562	
Prestataires paies / charges personnels	-186 238	
Frais de consultation des ouvriers droit	-35 530	
<b>Les charges du système informatique (V.12)</b>		<b>-81 465</b>
<b>Résultat budget Fonctionnement</b>		<b>268 236</b>

Ce résultat vient se cumuler aux réserves antérieures d'un montant de 1 826 021,25 € pour le budget de fonctionnement.

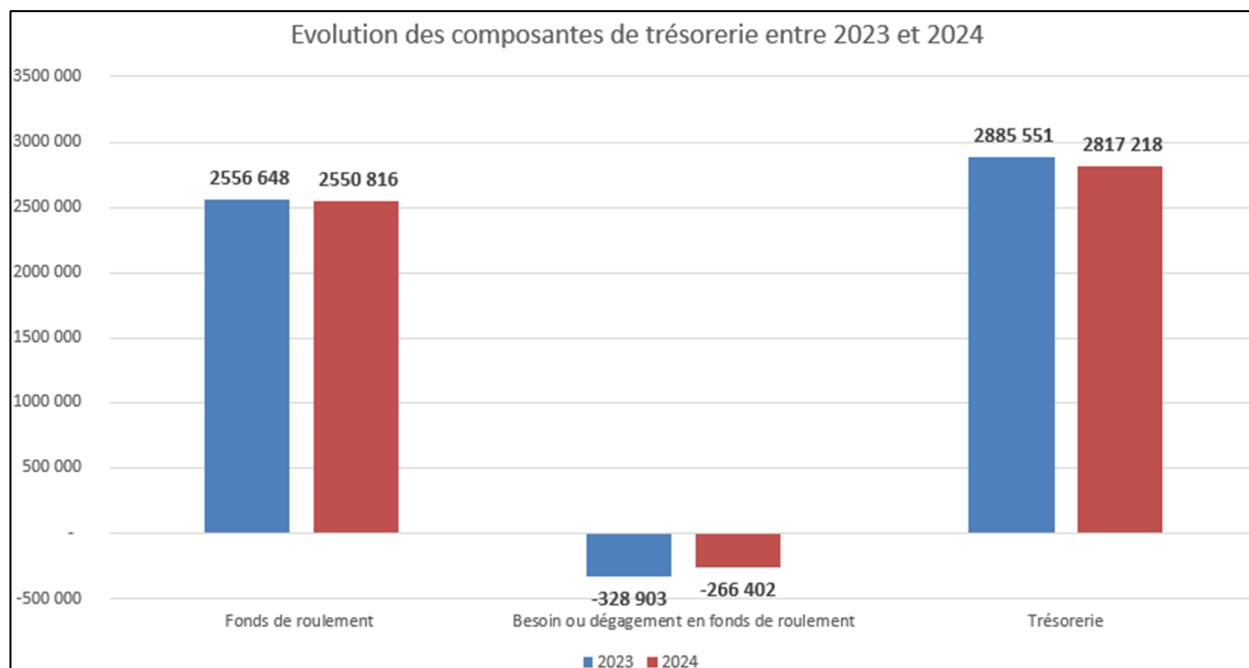
\* Incluant les frais de personnel (2), frais de gestion de la paie des salariés du COSOG, les fournitures courantes du service administratif DHS200 et des frais de consultation des OD et des moyens syndicaux pour les élections (pour ces deux derniers postes, il s'agit d'une provision annuel d'1/4 du montant total).

## II – ÉLÉMENTS DU BILAN

<i>En euros</i>		31/12/2024	31/12/2023
Fonds propres		2 435 517	2 470 776
Provisions		116 850	87 830
Concours bancaire			
<b>Total ressources stables</b>	<b>A</b>	<b>2 552 367</b>	<b>2 558 606</b>
Actif immobilisé	B	1 551	1 957
<b>Fonds de roulement (FDR =A-B)</b>	<b>C</b>	<b>2 550 816</b>	<b>2 556 648</b>
Stock		7 140	5 189
Avances fournisseurs		834 302	872 114
Créances clients OD - SA		1 513 492	1 094 107
Créances douteuses OD-SA		0	0
Autres créances		39 331	45 752
Charges constatées d'avance		748 992	497 230
<b>Total créances d'exploitation</b>	<b>D</b>	<b>3 143 257</b>	<b>2 514 392</b>
Acomptes clients OD / CDC			
Emprunts et dettes financières *		152 449	152 449
Fournisseurs		565 050	643 717
Organismes sociaux		54 430	60 834
Autres dettes		1 195 696	1 307 177
Produits constatés d'avance		1 442 034	679 118
<b>Total dettes d'exploitation</b>	<b>E</b>	<b>3 409 659</b>	<b>2 843 295</b>
<b>Besoin en fonds de roulement (BFR=D-E)</b>	<b>F</b>	<b>-266 402</b>	<b>-328 903</b>
<b>Trésorerie = FDR-BFR(C-F)</b>		<b>2 817 218</b>	<b>2 885 551</b>
Disponibilités		2 588 281	2 656 614
Valeurs mobilières de placement		228 937	228 937
<b>Total trésorerie</b>		<b>2 817 218</b>	<b>2 885 551</b>

\* Concerne l'avance permanente de la CDC





L'année 2024 est marquée par un résultat global très légèrement négatif marquant ainsi la stabilité de ses ressources stables (-0,1%). Celles-ci couvrent amplement l'actif net immobilisé et il en résulte un fonds de roulement net global de 2,55 M€.

Les actifs nets immobilisés s'élèvent à 1 551 € pour un cumul d'amortissement de 202 271 € soit 99% de la valeur brute (203 822 €).

L'augmentation plus rapide des créances d'exploitation (+27,4%) entre 2023 et 2024 par rapport aux dettes d'exploitation (+22%) a engendré un effet de ciseau défavorable sur la trésorerie mais le niveau de passif circulant reste supérieur à l'actif circulant. Le cycle d'exploitation bilanciel présente en conséquence un dégageant en fonds de roulement en diminution de 22% par rapport à 2023 mais il continue d'impacter positivement la trésorerie à hauteur de 266 K€.

L'excédent de fonds de roulement (2 550 816 €) complété du dégageant en fonds de roulement (266 402 €) constitue la trésorerie pour 2 817 218 € en léger recul de 68 K€ par rapport à 2023.

### III – RÉMUNÉRATION VERSÉE AUX TROIS PLUS HAUTS CADRES DIRIGEANTS

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, concernant les associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 euros et qui reçoivent une ou plusieurs subventions de l'état dont le montant est supérieur à 50 000 euros, le COSOG-CDC doit publier le total des rémunérations versées aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés ainsi que leurs avantages en nature.

Les cadres dirigeants sont composés des représentants du personnel ainsi que d'un membre délégué de la Caisse des dépôts et consignations (CDC). Leur salaire n'est pas versé par le COSOG-CDC.

### IV– MOYENS MIS A DISPOSITION

Dans le cadre de la convention de délégation de gestion, dans sa version signée le 6 novembre 2019 avec le COSOG-CDC, la Caisse des Dépôts met à disposition des moyens de fonctionnement pour assurer la gestion de l'ensemble des prestations qu'il sert. Les charges directes et indirectes, liées aux moyens mis à disposition du COSOG-CDC par la Caisse des dépôts, s'élèvent à 11 200 614 €.

La Caisse des dépôts met du personnel administratif à disposition pour faire fonctionner l'Association. Ainsi, au 31 décembre 2024, l'équipe administrative était composée de 61,10 ETP effectivement présents (hors MATT et congés maladie-maternité) ; pour rappel, ce sont 70 ETP qui sont prévus dans la convention de délégation de gestion.

L'exercice 2024 a enregistré la fin des départs des agents en CAA 2<sup>e</sup> année (cessation de l'activité tout en restant aux effectifs pour un an), mais les postes demeurant budgétairement bloqués durant la période, une priorisation des demandes de remplacement anticipés dérogoires a été effectuée. En revanche, le

gel de certains postes budgétaires et l'annonce des objectifs d'évolution de la CDC en matière de fonctionnement de l'Association (mise à disposition des personnels, pour laquelle des négociations ont été engagées en septembre 2024 entre la CDC et les organisations syndicales de l'Établissement public) ont eu de multiples impacts : les recrutements ont été, de fait, ralentis par l'incertitude des éventuels candidats sur leur statut à venir ; il en a découlé des effectifs manquants sur certains secteurs d'activité, contraignant les services à demander aux instances le ralentissement de certains projets de prestations nouvelles ; enfin, cette même incertitude a, malgré les réunions d'information, marqué les personnels pendant le second semestre, jusqu'à la fixation par la direction d'un cadre juridique et financier écrit et largement communiqué aux intéressés.

En fonction des prévisions de départs émises par certains agents, un grand mouvement de recherche de candidats a été lancé début 2025 sur les trois principaux sites (Angers, Bordeaux et Paris), de manière à permettre la continuité de service à la date de modification statutaire, notamment par la formation des nouveaux arrivants. Si des candidatures ont pu être trouvées en nombre suffisant pour les secteurs de gestion, il est enregistré, à l'heure où ces lignes sont écrites, un déficit sur plusieurs fonctions-supports, que la direction s'est engagée à combler en finançant, là où ce sera nécessaire, des prestations extérieures.

La dématérialisation engagée (notamment par la possibilité pour les agents depuis un an de déposer leurs documents confidentiels directement sur le site), de même que la mise en œuvre d'une politique globale RGPD et de maîtrise des risques (cartographie, plans d'action, programmes de contrôle) ont été saluées par l'audit IGAU, lequel a souhaité que le mouvement en soit amplifié et que des simplifications majeures soient apportées dans le traitement des données (automatisation des tâches dans le progiciel).

S'agissant des modalités de fonctionnement des services, le rapport d'audit a fait valoir que les orientations prises ces dernières années vont dans la bonne direction, mais qu'elles doivent être complétées et amplifiées, s'agissant notamment de la rationalisation de la liquidation des prestations, de l'automatisation des tâches en gestion et en comptabilité et de la protection des données des ouvriers-droit.

## **V – CONTRÔLE DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires, nous tenons à votre disposition les rapports de notre commissaire aux comptes. Nous vous indiquons que la liste et l'objet des conventions courantes conclues avec des sociétés et associations, dans lesquelles nous avons une participation et des administrateurs communs, et en raison de leur objet ou de leur implication financière significative pour les parties, ont été communiqués aux administrateurs et au commissaire aux comptes. Ce dernier a produit à ce titre un rapport spécial en plus du rapport sur les comptes annuels.

## **VI – COMMENTAIRE SUR L'ACTIVITÉ DE L'ANNÉE**

L'année 2024, a été marquée par une activité maîtrisée. En effet, le niveau de prestations distribuées s'est élevé à 17,4 M€ soit une diminution de 7,6% par rapport à 2023. Il convient de préciser, qu'au titre de l'année 2024, le Conseil d'administration avait voté l'arrêt des mesures exceptionnelles comme le bonus de 100€ sur le premier crédit vacances ou le maintien du plafond de calcul du crédit vacances à 700€. Il s'agissait de contrôler le niveau des réserves (2,5M€) tout en maintenant le niveau des prestations d'avant crise sanitaire.

Par ailleurs, le budget voté, au titre de 2024, a été consommé à hauteur de 91% contre 98% en 2023. Cette diminution est liée à l'arrêt en cours d'année de prestations telles que les bourses associatives ou l'enfance défavorisée. En effet, à la suite de l'audit réalisé début 2024, le Cosog a dû abandonner ces prestations car non conformes à l'objet social.

En parallèle, la subvention versée a progressé de 1,2 M€ soit 17,4 M€ en 2024. De ce fait, la diminution du volume des prestations associée à une forte hausse de la subvention ont permis de contenir le déficit au 31 décembre 2024 à 35 K€ contre 2,8 M€ en 2023. Le montant des réserves demeure à un niveau élevé à un peu plus de 2,4 M€. Il faut également garder en mémoire les 0,97 M€ d'excédents des commissions locales qui, à terme, s'imputeront sur ces réserves.

Le COSOG a poursuivi la mise en place de l'offre montagne été et hiver. L'objectif de proposer des offres en pension complète dans des stations dans les Alpes et les Pyrénées a été atteint. Le Cosog a noué un partenariat avec Travelski, filiale de la Compagnie des Alpes, afin de coconstruire cette nouvelle prestation. Cette dernière a rencontré un succès à la fois en termes quantitatifs que qualitatifs. Le Cosog souhaite que cette collaboration se poursuive encore afin de faire bénéficier de cette offre à encore plus d'ouvriers-droit.

Il convient également de noter qu'en décembre 2024, la CDC a décidé de dénoncer la convention qui la liait au Cosog. Des négociations ont été initiées afin de déterminer notamment le statut des personnels administratifs, la mise en place d'un directeur général, la renégociation du taux de subventionnement... Ces éléments seront présentés en Assemblée générale extraordinaire courant 2025.

## VII – COMMENTAIRE SUR LES PERSPECTIVES D'AVENIR

Après la stabilisation des résultats en 2024, le Conseil d'administration a souhaité revoir sa politique en matière de vacances. Il a été décidé de ne plus obliger les ouvriers droit à utiliser la liste des prestataires référencés pour bénéficier de l'aide aux vacances qui remplace le crédit vacances.

La mise en place de cette nouvelle prestation entraîne un coût financier de l'ordre de 0,4 M€ ce qui explique le vote par le Conseil d'administration budgétaire d'un déficit de ce montant en 2025. Cette perte budgétée est à comparer au montant des réserves qui s'élèvent à un peu plus de 2,4 M€ au 31 décembre 2024.

En parallèle, le conseil d'administration a décidé de suspendre en 2025 les prestations retraités car elles n'entrent pas dans l'objet social comme indiqué par l'audit en 2024. La mise à jour des statuts en 2025 devrait permettre de remédier à cela autorisant ainsi la mise en place d'un budget dédié en 2026.

En 2024 le partenariat avec Travelski devrait se renforcer encore afin de retrouver à terme un niveau de subventionnement pour les ouvriers droit identique à celui du chalet de Courchevel. Il s'agit de poursuivre ce travail de longue haleine.

Des perspectives de déménagements tant à Angers (horizon 2024-2025) et Paris (horizon 2027) mobilisent d'ores et déjà les équipes notamment pour la partie médiathèques.

2025 sera donc une année charnière pour le Cosog avec un changement de statuts et un renouvellement de sa convention financière.

## VIII – PRÉSENTATION DES ÉVÉNEMENTS SURVENUS DEPUIS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Depuis la clôture de l'exercice :

- Les statuts ont été modifiés lors d'une Assemblée Générale, le 26 mars (création d'un poste de directeur général)
- Le Conseil d'Administration, réuni le 27 mars n'a pas autorisé le président à signer un projet de nouvelle convention avec l'employeur CDC. (NB : En l'absence de ratification d'une nouvelle convention avec la CDC le COSOG ne sera plus financé à compter du 31/12/2025 et verra son objet social réalisé)

## IX – PROPOSITION DES TEXTES DE RÉSOLUTIONS

Nous espérons que ce qui précède recevra votre agrément et que vous voudrez bien voter les résolutions qui vous sont soumises, dont celles concernant les documents sociaux :

### 1<sup>ère</sup> résolution

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

➤ POUR : UNSA, CGT, CFDT, SNUP, CFE-CGC, SFIL, CNP, FIPHFP

soit 1040 voix

➤ CONTRE :

soit X voix

➤ ABSTENTION :

soit X voix

**La 1<sup>ère</sup> résolution est adoptée à l'unanimité.**

## **2<sup>ème</sup> résolution**

L'assemblée générale approuve la proposition du conseil d'administration à la majorité ou à l'unanimité, d'affecter le déficit de l'exercice soit – **35 258,72 €**, correspondant à :

- - **303 495,52 €** au titre de la subvention sociale,
- **268 236,80 €** au titre de la subvention de fonctionnement,

aux comptes de réserves générales associés.

➤ POUR : UNSA, CGT, CFDT, SNUP, CFE-CGC,  
SFIL, CNP, FIPHFP

soit 1 040 voix

➤ CONTRE :

soit X voix

➤ ABSTENTION :

soit X voix

**La 2<sup>ème</sup> résolution est adoptée à l'unanimité.**

## **3<sup>ème</sup> résolution**

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées, prend acte qu'il n'y a aucune convention réglementée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

➤ POUR : UNSA, CGT, CFDT, SNUP, CFE-CGC,  
SFIL, CNP, FIPHFP

soit 1 040 voix

➤ CONTRE :

soit X voix

➤ ABSTENTION :

soit X voix

**La 3<sup>ème</sup> résolution est adoptée à l'unanimité.**

## **4<sup>ème</sup> résolution**

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur en vue de procéder aux formalités de publicité légale.

➤ POUR : UNSA, CGT, CFDT, SNUP, CFE-CGC,  
SFIL, CNP, FIPHFP

soit 1 040 voix

➤ CONTRE :

soit X voix

➤ ABSTENTION :

soit X voix

**La 4<sup>ème</sup> résolution est adoptée à l'unanimité.**



**CABINET GILLES HUBERT**

SOCIÉTÉ DE COMMISSARIAT AUX COMPTES  
Membre de la Compagnie des Commissaires aux Comptes de Paris

**ASSOCIATION COSOG CDC**

\*\*\*\*

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

**ASSOCIATION REGIE PAR LA LOI DE 1901**

**12, AVENUE PIERRE MENDES FRANCE – 75 013 PARIS**

# **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2024

Aux membres de l'association

## **OPINION**

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « COSOG CDC » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## **FONDEMENT DE L'OPINION**

---

### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## OBSERVATION

---

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les deux points, exposé dans les règles et méthodes comptables de l'annexe des comptes annuels, aux paragraphes suivants :

- « FAITS SIGNIFICATIFS INTERVENUS AU COURS DE L'EXERCICE »,
- « MOYENS MIS A DISPOSITION PAR LA CDC ».

## JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

---

En application des dispositions des articles L.821.53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## VERIFICATIONS SPECIFIQUES

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

#### **RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative



provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris le 13 mai 2025,

Le Commissaire aux Comptes  
Cabinet Gilles HUBERT



Guilhem PRINCÉ

BILAN ACTIF

Rubriques	Montants Bruts	Amortissements	31/12/2024	31/12/2023
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	159 701	159 701	0	0
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	12 107	10 557	1 551	1 957
Autres immobilisations corporelles	32 013	32 013	0	0
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	203 822	202 271	1 551	1 957
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	7 140		7 140	5 189
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises			0	0
Avances et acomptes versés sur commandes	834 302		834 302	872 114
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	1 513 492		1 513 492	1 094 107
Autres créances	39 331		39 331	45 752
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	228 937		228 937	228 937
(dont actions propres : )				
Disponibilités	2 588 280		2 588 280	2 656 614
COMPTE DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	748 992		748 992	497 230
ACTIF CIRCULANT	5 960 475	0	5 960 475	5 399 943
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	6 164 297	202 271	5 962 026	5 401 901

BILAN PASSIF

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
Capital social ou individuel		
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence)		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	2 470 776	5 226 541
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	- 35 259	- 2 755 766
Subventions d'investissement	0	0
Provisions réglementées		
FONDS PROPRES	2 435 517	2 470 775
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	116 850	87 830
PROVISIONS	116 850	87 830
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs) *	152 449	152 449
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	565 050	643 717
Dettes fiscales et sociales	54 430	60 835
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 195 696	1 307 177
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	1 442 034	679 118
DETTES	3 409 659	2 843 295
Ecart de conversion passif		
*Avance permanente de la CDC TOTAL GENERAL	5 962 026	5 401 901

Résultat de l'exercice- 35 258,72 €

Total du bilan5 962 026,10 €

COMPTE DE RESULTAT (en liste)

Rubriques	France	Exportation	31/12/2024	31/12/2023
Ventes de marchandises	-		-	-
Produits des activités annexes				
Production vendue de services	9 250 311		9 250 311	8 770 079
CHIFFRE D'AFFAIRE NET	9 250 311		9 250 311	8 770 079
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			17 391 645	16 161 655
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			96 386	245 476
Autres produits			1	924
PRODUITS D'EXPLOITATION			26 738 343	25 178 134
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			0	0
Variation Stock (marchandises)			0	0
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			3 443 687	3 128 168
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-1 951	872
Autres achats et charges externes			9 191 819	9 288 493
Impôts, taxes et versements assimilés			32 477	6 533
Salaires et traitements			104 870	170 934
Charges sociales			56 384	76 842
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			406	440
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			0	0
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			0	0
Dotations aux provisions			29 020	49 522
Autres charges			14 021 694	15 212 316
CHARGES D'EXPLOITATION			26 878 406	27 934 120
RESULTAT D'EXPLOITATION			- 140 062	- 2 755 986
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			114 868	13 463
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			114 868	13 463
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			0	0
RESULTAT FINANCIER			114 868	13 463
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			- 25 194	- 2 742 523

COMPTE DE RESULTAT (suite)

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	3 500
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Produits de cessions d'éléments d'actifs	0	0
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs	0	150
PRODUITS EXCEPTIONNELS	0	3 650
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	23	811
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Valeurs comptables des éléments actifs cédées	0	0
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	0	0
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs		0
CHARGES EXCEPTIONNELLES	23	811
RESULTAT EXCEPTIONNEL	- 23	2 839
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	10 042	16 082
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS	26 852 212	25 195 247
TOTAL DES CHARGES	26 888 471	27 951 013
BENEFICE	- 35 259	- 2 755 766

Pour les moyens mis à dispositions par la CDC Cf. pages 26

**ANNEXE**

REGLES ET METHODES COMPTABLES

DESCRIPTION DE L'OBJET SOCIAL, DES ACTIVITES REALISEES ET DES MOYENS MIS EN ŒUVRE

Le COSOG est une association dont le but est de gérer, sur le fondement d'une convention de délégation conclue avec Caisse des Dépôts et Consignations, les activités sociales et culturelles exercées principalement au bénéfice des personnels de la Caisse des Dépôts et Consignations sans discrimination, en vue d'améliorer leurs conditions collectives d'emploi, de travail et de vie et d'en étendre, sous certaines conditions posées par les présents statuts, le bénéfice aux personnels d'autres entités.

REFERENTIEL COMPTABLE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général, au règlement ANC 2018-06 du 05 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations.

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation (cf. mention ci-après),
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception des changements de méthodes d'évaluation ou de présentation indiqués le cas échéant ci-après.

CHANGEMENT DE METHODE

Les méthodes de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations). Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue.

Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants (L = linéaire ; E = exceptionnel) :

Immobilisations	Amortissements pour dépréciation
-----	-----
Logiciel	33,33 % L
Installation constructions sur sol d'autrui	Entre 6,67 % L et 20 % L
Installations techniques, mat. outillage	Entre 10 % L et 20 % L
Install. générales agencets, aménagts	Entre 6,67 % L et 20 % L
Matériel de transport	Entre 10 % L et 20 % L
Matériel de bureau et informatique	33,33 % L
Mobilier	Entre 6,67 % L et 20 % L

**REGLES ET METHODES COMPTABLES (suite)**

***STOCKS***

Les stocks sont évalués suivant la méthode coût unitaire moyen pondéré. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements est composée uniquement du prix d'achat.

***CREANCES***

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

***VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENTS***

Les valeurs mobilières de placements sont constituées de fonds éthiques. La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

***ENGAGEMENT RETRAITE***

La méthode utilisée pour calculer la provision est la méthode prospective. Les montants susceptibles d'être perçus par les salariés à contrat à durée indéterminée sont totalisés puis pondérés par leurs droits acquis (ancienneté acquise par rapport au montant de la prime) et leur probabilité de survie. Ceci dans l'hypothèse d'un départ à la retraite à 67 ans.

***SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT***

Les subventions d'investissement attribuées au cours de l'année servent à financer des biens qui sont enregistrés à l'actif en immobilisations incorporelles ou corporelles. Elles sont reprises au compte de résultat de chaque exercice au rythme de l'amortissement des biens financés.

***FAITS SIGNIFICATIFS INTERVENUS AU COURS DE L'ANNEE***

L'année 2024 a été marquée par la non-reconduction de certains éléments de la prestation du crédit vacances (bonus 100€ et base de plafonnement à 700€ au lieu de 600€) après deux années exceptionnelles dont l'objectif était la consommation et la redistribution aux ouvriers droit des réserves accumulées pendant le COVID. Les dépenses d'exploitations ont ainsi baissé de 3,8% et dans le même temps les produits d'exploitations ont progressé de +6,2%. Cet effet de ciseau favorable a permis de retrouver un équilibre du résultat global, légèrement négatif à - 35 K€ permettant une stabilisation de ses fonds propres.

Des factures concernant le chalet de Courchevel nous ont été transmises courant 2023 après la relève du courrier sur site par le service immobilier de la CDC entraînant des coûts complémentaires sur cette activité fermée et qui sont toujours dans l'attente d'un remboursement pour un montant de 16 K€.



Le COSOG a recours à du placement de trésorerie sans risque auprès de CDC net lui permettant de placer une partie de sa trésorerie à diverses échéances en fonction des disponibilités prévisionnelles et de percevoir des intérêts bruts constitutifs des produits financiers, fiscalisés à 24%.

Il est à noter également que les frais de missions relatifs au COSOG de l'année 2024 ont été supportés par la CDC en lien avec les bugs du système d'information du prestataire et du changement de prestataire opéré par la CDC. Un nouveau prestataire est arrivé au début de l'année 2025 et permettra un retour normal de la prise en charge des frais de missions par le COSOG en 2025.

**INFORMATIONS  
BILAN ET RESULTAT**

# IMMOBILISATIONS

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluat.	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (LOGICIEL)	159 701		0
Terrains			
<i>Dont composants</i>			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agencements, aménagements			
Install. techniques, matériel et outillage industriels	12 107		0
Installations générales, agencements, aménagements			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	32 014		0
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>203 822</b>	-	-
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	-	-	-
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>203 822</b>	-	-

<i>Rubriques</i>	<i>Virement</i>	<i>Cession</i>	<i>Fin d'exercice</i>	<i>Valeur d'origine</i>
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		0	159 701	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agencements				
Installations techn. matériel et outillages industriels		0	12 107	
Installations générales, agencements, aménagements				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier		0	32 014	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>		-	203 822	-
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		-	-	
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>		-	-	-
<b>TOTAL GENERAL</b>		-	203 822	-

AMORTISSEMENTS

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	159 701	0	0	159 701
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agencement,aménagement				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	10 150	406	0	10 556
Installations générales, agencements et aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	32 014	0	0	32 014
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	42 164	406	0	42 570
TOTAL GENERAL	201 865	406	0	202 271

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortisse- ments
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler Primes de remboursement des obligations				

ETAT DES FONDS PROPRES

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023	Variation 2024-2023	31/12/2022
Réserves réglementées	2 470 776	5 226 541	- 52,73 %	7 279 540
Résultat de l'exercice	- 35 259	- 2 755 766	98,72 %	- 2 052 999
Subvention d'investissement	-	-	-	-
FONDS PROPRES	2 435 517	2 470 776	- 1,43 %	5 226 541

PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30 % Implantations étrangères avant 01/01/92 Implantations étrangères après 01/01/92 Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges Provisions pour garanties données aux clients Provisions pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Provisions pour pensions, obligations similaires Provisions pour impôts Provisions pour renouvellement immobilisations Provisions pour gros entretiens, grandes révis. Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges	87 830	7 770	0	95 600
	0	21 250	0	21 250
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	87 830	29 020	0	116 850
Dépréciations immobilisations incorporelles Dépréciations immobilisations corporelles Dépréciations titres mis en équivalence Dépréciations titres de participation Dépréciations autres immobilisations financières Dépréciations stocks et en cours Dépréciations comptes clients Autres dépréciations	0		0	0
	20 850	0	20 850	0
DEPRECIATIONS	20 850	0	20 850	0
TOTAL GENERAL	108 680	29 020	20 850	116 850
Dotations et reprises d'exploitation Dotations et reprises financières Dotations et reprises exceptionnelles		29 020	20 850	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

CREANCES ET DETTES

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	1 513 492	1 513 492	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	1 134	1 134	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée			
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	37 870	37 870	
Débiteurs divers (dont avances et acomptes versés sur commande)	834 630	834 630	
Charges constatées d'avance	748 992	748 992	
TOTAL GENERAL	3 136 118	3 136 118	-
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	565 050	565 050		
Personnel et comptes rattachés	29 293	29 293		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	21 073	21 073		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée				
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	4 063	4 063		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	152 449	0	152 449	
Autres dettes	1 195 696	1 195 696		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	1 442 034	1 442 034		
TOTAL GENERAL	3 409 659	3 257 209	152 449	
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

DIFFERENCES D'EVALUATION SUR

ELEMENTS FONGIBLES DE L'ACTIF CIRCULANT

Stocks (hors valeur ajoutée)	Valeur bilan	Prix marché	Provision
TOTAL			

Valeurs mobilières de placement	Valeur bilan	Prix marché	Provision
FCP - INSERTION EMPLOI	228 937	312 673	
TOTAL	228 937	312 673	-



DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR

PRODUITS A RECEVOIR	31/12/2024
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	1 513 492
418130 CLIENTS FACTURES A ETABLIR	847 388
411000 CLIENTS	666 104
AUTRES CREANCES	39 331
409800 FOURNISSEURS RRR A OBTENIR	0
425000 AVANCE ET ACOMPTE	1 134
467210 DEBITEURS ET CREDITEURS DIVERS	150
441710 SUBVENTION A RECEVOIR	37 870
468700 DIVERS PRODUITS A RECEVOIR	178
TOTAL DES PRODUITS A RECEVOIR	1 552 823

DETAIL DES CHARGES A PAYER

CHARGES A PAYER	31/12/2024
DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACHES	565 050
408110 FOURNISSEURS FACTURES NON PARVENUES	131 089
401000 FOURNISSEURS	433 961
DETTES FISCALES ET SOCIALES	54 430
428600 PERSONNEL CHARGE A PAYER	29 293
431/437 ORGANISMES SOCIAUX	20 892
438000 CONGES A PAYER CHARGES SOCIALES	182
438710 INDEMNITES JOURNALIERES	0
448200 CONGES A PAYER – CHARGES FISCALES	1 499
442100 ETAT CHARGES A PAYER	835
448620 TAXE D’APPRENTISSAGE	1 729
AUTRES DETTES	2 440
468600 DIVERS CHARGES A PAYER	2 440
TOTAL DES CHARGES A PAYER	621 920

DETAIL DES CHARGES & PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	31/12/2024
486000 CHARGES CONSTATEES D AVANCE	732 098
486100 CH. MEDIATHEQUES CONSTATEES D'AVANCE - ABONNEMENTS	16 894
TOTAL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	748 992

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	31/12/2024
487000 PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	1 250
487100 PRODUITS CONSTATES D'AVANCE VOYAGES	1 280 072
487300 PRODUITS CONSTATES D'AVANCE COLONIES	146 744
487200 PRODUITS CONSTATES D'AVANCE LOCATIONS	13 968
TOTAL DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	1 442 034

**AFFECTATION DES RESULTATS SOUMISE  
A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

1 - Origine	Montant
Réserve activités sociales	644 754,30
Réserve fonctionnement	1 826 021,25
Résultat de l'exercice dont résultat courant après impôts :	- 35 258,72
TOTAL	2 435 516,83

2 - Affectations	Montant
Réserve activités sociales	340 843,34
Réserve fonctionnement	2 094 673,49
Dividendes	
Autres répartitions :	
Report à nouveau	
TOTAL	2 435 516,83

SUBVENTIONS D’INVESTISSEMENT

SUBVENTIONS INVESTISSEMENT ATTRIBUEES	Détail immobilisations financées	Montant	MONTANT SUBVENTION	QUOTE-PART VIREE AU RESULTAT	NET
INFORMATIQUE		36 128	36 128	-36 128	0
	Refonte site internet	21 877	21 877	-21 877	
	Application mobile	14 251	14 251	-14 251	
	TOTAL	36 128	36 128	-36 128	0

CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
Pénalités	23	671 200
TOTAL	23	

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Produits exceptionnels	0	771 000
Produits sur exercices antérieurs	0	772 000
TOTAL	0	

**ENGAGEMENTS FINANCIERS,  
AUTRES INFORMATIONS**

EFFECTIF

AU 31/12/2024

	Personnel salarié Bordeaux	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres (équivalent temps plein) - CDI	2	18
Non cadres (équivalent temps plein) - CDI		43
Effectif non permanent (équivalent temps plein)		2,6
TOTAL	2	63,60

Ces effectifs ne tiennent pas compte des apprentis présents pour 2,9 ETP au 31/12/2024



MOYENS MIS A DISPOSITION PAR LA CDC \*

Certaines catégories de dépenses sont prises directement en charge par la CDC.  
Elles concernent :

Prestations	Montant	
	2024	2023
1 - Masse salariale et autres frais du personnel directs	6 599 317	6 673 720
2 - Autres frais de personnel indirects	2 052 669	2 088 408
3 - Immobilier	1 794 359	1 795 258
4 - Système d'information	241 775	57 350
5 - Moyens généraux	230 233	181 317
6 - Risques	27 348	1 884
7 - Services extérieurs	79 560	2 740
8 – Autres coûts indirects	175 353	224 275
TOTAL	11 200 614	11 024 952

\* y compris prestations fédérales à partir de 2020

Le modèle de calcul de coûts de la CDC fonctionne par mutualisation des charges. A partir de 2019, il intègre la valorisation du management de DHS000 affecté sur les activités du COSOG. Il valorise également des subventions versées par la CDC à différentes associations extérieures au COSOG.

DETAIL COMPTE DE RESULTAT (page 6)

ACHAT MATIERES 1ERES ET AUTRES PPROVISIONNEMENTS		3 443 687
ACHATS BILLETTERIE	52 591	
ACHATS CESU	3 391 096	
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES		9 191 819
PRESTATAIRES DE SERVICES	8 109 193	
TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS	237 045	
HONORAIRES DIVERS	47 530	
SERVICES A BUT CULTUREL	177 304	
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	620 747	
AUTRES CHARGES		14 021 694
INDEMNITES AIDES AUX LOISIRS	4 816 042	
SUBVENTION LOCATION SUR CATALOGUE	4 151 689	
INDEMNITES ENFANTS/RENTREE SCOLAIRE/NOEL	2 692 733	
AUTRES SUBVENTIONS ET AIDES	2 361 230	



# RAPPORT FINANCIER

## 2024

# SOMMAIRE

<b>BILAN</b>	
Bilan actif	3
Bilan passif	4
<b>COMPTE DE RESULTAT</b>	
Compte de résultat partie 1	5
Compte de résultat partie 2	6
<b>ANNEXE</b>	<b>7</b>
<b>Règles et méthodes comptables</b>	<b>8</b>
<b>Informations sur Bilan et Compte de résultat</b>	<b>11</b>
Etat de l'actif immobilisé	12
Etat des amortissements	13
Etat des fonds propres	14
Etat des provisions et dépréciations	15
Etat des échéances, des créances et des dettes	16
Différences d'évaluation sur éléments fongibles de l'actif circulant	17
Produits à recevoir	18
Charges à payer	19
Charges et produits constatés d'avance	20
Affectation résultats soumise approbation AG	21
Subventions d'investissement	22
Charges et produits exceptionnels	23
<b>Engagements financiers et autres informations</b>	<b>24</b>
Effectif	25
Moyens mis à disposition par la CDC	26
Détail compte de résultat	27

## BILAN ACTIF

Rubriques	Montants Bruts	Amortissements	31/12/2024	31/12/2023
Capital souscrit non appelé				
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	159 701	159 701	0	0
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	12 107	10 557	1 551	1 957
Autres immobilisations corporelles	32 013	32 013	0	0
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>203 822</b>	<b>202 271</b>	<b>1 551</b>	<b>1 957</b>
<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
Matières premières, approvisionnements	7 140		7 140	5 189
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises			0	0
Avances et acomptes versés sur commandes	834 302		834 302	872 114
<b>CREANCES</b>				
Créances clients et comptes rattachés	1 513 492		1 513 492	1 094 107
Autres créances	39 331		39 331	45 752
Capital souscrit et appelé, non versé				
<b>DIVERS</b>				
Valeurs mobilières de placement	228 937		228 937	228 937
(dont actions propres : )				
Disponibilités	2 588 280		2 588 280	2 656 614
<b>COMPTE DE REGULARISATION</b>				
Charges constatées d'avance	748 992		748 992	497 230
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>5 960 475</b>	<b>0</b>	<b>5 960 475</b>	<b>5 399 943</b>
Frais d'émission d'emprunts à évaluer				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>6 164 297</b>	<b>202 271</b>	<b>5 962 026</b>	<b>5 401 901</b>

## BILAN PASSIF

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
Capital social ou individuel		
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence)		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	2 470 776	5 226 541
Report à nouveau		
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>	<b>- 35 259</b>	<b>-2 755 766</b>
Subventions d'investissement	0	0
Provisions réglementées		
<b>FONDS PROPRES</b>	<b>2 435 517</b>	<b>2 470 775</b>
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	116 850	87 830
<b>PROVISIONS</b>	<b>116 850</b>	<b>87 830</b>
<b>DETTES FINANCIERES</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs) *	152 449	152 449
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	565 050	643 717
Dettes fiscales et sociales	54 430	60 835
<b>DETTES DIVERSES</b>		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 195 696	1 307 177
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>		
Produits constatés d'avance	1 442 034	679 118
<b>DETTES</b>	<b>3 409 659</b>	<b>2 843 295</b>
Ecarts de conversion passif		
<b>*Avance permanente de la CDC</b>	<b>5 962 026</b>	<b>5 401 901</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>5 962 026</b>	<b>5 401 901</b>

Résultat de l'exercice - 35 258,72 €

Total du bilan 5 962 026,10 €

## COMPTE DE RESULTAT (en liste)

Rubriques	France	Exportation	31/12/2024	31/12/2023
Ventes de marchandises	-		-	-
Produits des activités annexes				
Production vendue de services	9 250 311		9 250 311	8 770 079
<b>CHIFFRE D'AFFAIRE NET</b>	<b>9 250 311</b>		<b>9 250 311</b>	<b>8 770 079</b>
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			17 391 645	16 161 655
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			96 386	245 476
Autres produits			1	924
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			<b>26 738 343</b>	<b>25 178 134</b>
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			0	0
Variation Stock (marchandises)			0	0
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			3 443 687	3 128 168
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-1 951	872
Autres achats et charges externes			9 191 819	9 288 493
Impôts, taxes et versements assimilés			32 477	6 533
Salaires et traitements			104 870	170 934
Charges sociales			56 384	76 842
<b>DOTATIONS D'EXPLOITATION</b>				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			406	440
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			0	0
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			0	0
Dotations aux provisions			29 020	49 522
Autres charges			14 021 694	15 212 316
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			<b>26 878 406</b>	<b>27 934 120</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>			<b>- 140 062</b>	<b>- 2 755 986</b>
<b>OPERATIONS EN COMMUN</b>				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			114 868	13 463
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			<b>114 868</b>	<b>13 463</b>
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>CHARGES FINANCIERES</b>			<b>0</b>	<b>0</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>			<b>114 868</b>	<b>13 463</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>			<b>- 25 194</b>	<b>- 2 742 523</b>

## COMPTE DE RESULTAT (suite)

<i>Rubriques</i>	<i>31/12/2024</i>	<i>31/12/2023</i>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	3 500
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Produits de cessions d'éléments d'actifs	0	0
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs	0	150
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>0</b>	<b>3 650</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	23	811
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Valeurs comptables des éléments actifs cédés	0	0
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	0	0
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs		0
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>23</b>	<b>811</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>- 23</b>	<b>2 839</b>
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	10 042	16 082
Impôts sur les bénéfices		
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>26 852 212</b>	<b>25 195 247</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>26 888 471</b>	<b>27 951 013</b>
<b>BENEFICE</b>	<b>- 35 259</b>	<b>- 2 755 766</b>

Pour les moyens mis à dispositions par la CDC Cf. pages 26



<b>ANNEXE</b>
---------------

## **REGLES ET METHODES COMPTABLES**

### ***DESCRIPTION DE L'OBJET SOCIAL, DES ACTIVITES REALISEES ET DES MOYENS MIS EN ŒUVRE***

Le COSOG est une association dont le but est de gérer, sur le fondement d'une convention de délégation conclue avec Caisse des Dépôts et Consignations, les activités sociales et culturelles exercées principalement au bénéfice des personnels de la Caisse des Dépôts et Consignations sans discrimination, en vue d'améliorer leurs conditions collectives d'emploi, de travail et de vie et d'en étendre, sous certaines conditions posées par les présents statuts, le bénéfice aux personnels d'autres entités.

### ***REFERENTIEL COMPTABLE***

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général, au règlement ANC 2018-06 du 05 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations.

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation (cf. mention ci-après),
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception des changements de méthodes d'évaluation ou de présentation indiqués le cas échéant ci-après.

### ***CHANGEMENT DE METHODE***

Les méthodes de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

### ***IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES***

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations). Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue.

Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants (L = linéaire ; E = exceptionnel) :

<b>Immobilisations</b>	<b>Amortissements pour dépréciation</b>
-----	-----
Logiciel	33,33 % L
Installation constructions sur sol d'autrui	Entre 6,67 % L et 20 % L
Installations techniques, mat. outillage	Entre 10 % L et 20 % L
Install. générales agencés, aménagés	Entre 6,67 % L et 20 % L
Matériel de transport	Entre 10 % L et 20 % L
Matériel de bureau et informatique	33,33 % L
Mobilier	Entre 6,67 % L et 20 % L

## **REGLES ET METHODES COMPTABLES (suite)**

### ***STOCKS***

Les stocks sont évalués suivant la méthode coût unitaire moyen pondéré. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements est composée uniquement du prix d'achat.

### ***CREANCES***

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### ***VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENTS***

Les valeurs mobilières de placements sont constituées de fonds éthiques. La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

### ***ENGAGEMENT RETRAITE***

La méthode utilisée pour calculer la provision est la méthode prospective. Les montants susceptibles d'être perçus par les salariés à contrat à durée indéterminée sont totalisés puis pondérés par leurs droits acquis (ancienneté acquise par rapport au montant de la prime) et leur probabilité de survie. Ceci dans l'hypothèse d'un départ à la retraite à 67 ans.

### ***SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT***

Les subventions d'investissement attribuées au cours de l'année servent à financer des biens qui sont enregistrés à l'actif en immobilisations incorporelles ou corporelles. Elles sont reprises au compte de résultat de chaque exercice au rythme de l'amortissement des biens financés.

### ***FAITS SIGNIFICATIFS INTERVENUS AU COURS DE L'ANNEE***

L'année 2024 a été marquée par la non-reconduction de certains éléments de la prestation du crédit vacances (bonus 100€ et base de plafonnement à 700€ au lieu de 600€) après deux années exceptionnelles dont l'objectif était la consommation et la redistribution aux ouvriers droit des réserves accumulées pendant le COVID. Les dépenses d'exploitations ont ainsi baissé de 3,8% et dans le même temps les produits d'exploitations ont progressé de +6,2%. Cet effet de ciseau favorable a permis de retrouver un équilibre du résultat global, légèrement négatif à - 35 K€ permettant une stabilisation de ses fonds propres.

Des factures concernant le chalet de Courchevel nous ont été transmises courant 2023 après la relève du courrier sur site par le service immobilier de la CDC entraînant des coûts complémentaires sur cette activité fermée et qui sont toujours dans l'attente d'un remboursement pour un montant de 16 K€.

Le COSOG a recours à du placement de trésorerie sans risque auprès de CDC net lui permettant de placer une partie de sa trésorerie à diverses échéances en fonction des disponibilités prévisionnelles et de percevoir des intérêts bruts constitutifs des produits financiers, fiscalisés à 24%.

Il est à noter également que les frais de missions relatifs au COSOG de l'année 2024 ont été supportés par la CDC en lien avec les bugs du système d'information du prestataire et du changement de prestataire opéré par la CDC. Un nouveau prestataire est arrivé au début de l'année 2025 et permettra un retour normal de la prise en charge des frais de missions par le COSOG en 2025.

<b>INFORMATIONS BILAN ET RESULTAT</b>
---

## IMMOBILISATIONS

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluat.	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (LOGICIEL)	159 701		0
Terrains			
<i>Dont composants</i>			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agencements, aménagements			
Install. techniques, matériel et outillage industriels	12 107		0
Installations générales, agencements, aménagements			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	32 014		0
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>203 822</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>203 822</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		0	159 701	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agencements				
Installations techn. matériel et outillages industriels		0	12 107	
Installations générales, agencements, aménagements				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier		0	32 014	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>-</b>	<b>203 822</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières	-	-	-	-
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>-</b>	<b>203 822</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

## AMORTISSEMENTS

<i>Rubriques</i>	<i>Début d'exercice</i>	<i>Dotations</i>	<i>Reprises</i>	<i>fin d'exercice</i>
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	159 701	0	0	159 701
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agencement, aménagement				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	10 150	406	0	10 556
Installations générales, agencements et aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	32 014	0	0	32 014
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	42 164	406	0	42 570
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>201 865</b>	<b>406</b>	<b>0</b>	<b>202 271</b>

<b>VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES</b>							
<i>Rubriques</i>	<i>Dotations</i>			<i>Reprises</i>			<i>Mouvements amortisse- ments</i>
	<i>Différentiel de durée</i>	<i>Mode dégressif</i>	<i>Amort.fisc. exception.</i>	<i>Différentiel de durée</i>	<i>Mode dégressif</i>	<i>Amort.fisc. exception.</i>	
FRAIS ETBL AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
<b>CORPOREL.</b>							
<b>Acquis, titre</b>							
<b>TOTAL</b>							

<i>Charges réparties sur plusieurs exercices</i>	<i>Début d'exercice</i>	<i>Augmentations</i>	<i>Dotations</i>	<i>Fin d'exercice</i>
Frais d'émission d'emprunts à étaler Primes de remboursement des obligations				

ETAT DES FONDS PROPRES

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023	Variation 2024-2023	31/12/2022
Réserves réglementées	2 470 776	5 226 541	- 52,73 %	7 279 540
Résultat de l'exercice	- 35 259	- 2 755 766	98,72 %	- 2 052 999
Subvention d'investissement	-	-	-	-
FONDS PROPRES	2 435 517	2 470 776	- 1,43%	5 226 541



## PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30 % Implantations étrangères avant 01/01/92 Implantations étrangères après 01/01/92 Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>				
Provisions pour litiges  Provisions pour garanties données aux clients Provisions pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change  Provisions pour pensions, obligations similaires Provisions pour impôts Provisions pour renouvellement immobilisations Provisions pour gros entretiens, grandes révis. Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges	      87 830     0	      7 770     21 250	      0     0	      95 600     21 250
<b>PROVISIONS RISQUES ET CHARGES</b>	<b>87 830</b>	<b>29 020</b>	<b>0</b>	<b>116 850</b>
Dépréciations immobilisations incorporelles Dépréciations immobilisations corporelles Dépréciations titres mis en équivalence Dépréciations titres de participation Dépréciations autres immobilisations financières Dépréciations stocks et en cours Dépréciations comptes clients Autres dépréciations	      0  20 850	      0  0	      0  20 850	      0  0
<b>DEPRECIATIONS</b>	<b>20 850</b>	<b>0</b>	<b>20 850</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>108 680</b>	<b>29 020</b>	<b>20 850</b>	<b>116 850</b>
Dotations et reprises d'exploitation		29 020	20 850	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

## CREANCES ET DETTES

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	1 513 492	1 513 492	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	1 134	1 134	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée			
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	37 870	37 870	
Débiteurs divers (dont avances et acomptes versés sur commande)	834 630	834 630	
Charges constatées d'avance	748 992	748 992	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>3 136 118</b>	<b>3 136 118</b>	<b>-</b>
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an, -5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	565 050	565 050		
Personnel et comptes rattachés	29 293	29 293		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	21 073	21 073		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée				
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	4 063	4 063		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	152 449	0	152 449	
Autres dettes	1 195 696	1 195 696		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	1 442 034	1 442 034		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>3 409 659</b>	<b>3 257 209</b>	<b>152 449</b>	
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

## DIFFERENCES D'EVALUATION SUR ELEMENTS FONGIBLES DE L'ACTIF CIRCULANT

<i>Stocks (hors valeur ajoutée)</i>	<i>Valeur bilan</i>	<i>Prix marché</i>	<i>Provision</i>
<b>TOTAL</b>			

<i>Valeurs mobilières de placement</i>	<i>Valeur bilan</i>	<i>Prix marché</i>	<i>Provision</i>
FCP - INSERTION EMPLOI	228 937	312 673	
<b>TOTAL</b>	<b>228 937</b>	<b>312 673</b>	<b>-</b>

## DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR

PRODUITS A RECEVOIR	31/12/2024
<b>CLIENTS ET COMPTES RATTACHES</b>	<b>1 513 492</b>
418130 CLIENTS FACTURES A ETABLIR	847 388
411000 CLIENTS	666 104
<b>AUTRES CREANCES</b>	<b>39 331</b>
409800 FOURNISSEURS RRR A OBTENIR	0
425000 AVANCE ET ACOMPTE	1 134
467210 DEBITEURS ET CREDITEURS DIVERS	150
441710 SUBVENTION A RECEVOIR	37 870
468700 DIVERS PRODUITS A RECEVOIR	178
<b>TOTAL DES PRODUITS A RECEVOIR</b>	<b>1 552 823</b>

## DETAIL DES CHARGES A PAYER

CHARGES A PAYER	31/12/2024
<b>DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACHES</b>	<b>565 050</b>
408110 FOURNISSEURS FACTURES NON PARVENUES	131 089
401000 FOURNISSEURS	433 961
<b>DETTES FISCALES ET SOCIALES</b>	<b>54 430</b>
428600 PERSONNEL CHARGE A PAYER	29 293
431/437 ORGANISMES SOCIAUX	20 892
438000 CONGES A PAYER CHARGES SOCIALES	182
438710 INDEMNITES JOURNALIERES	0
448200 CONGES A PAYER – CHARGES FISCALES	1 499
442100 ETAT CHARGES A PAYER	835
448620 TAXE D’APPRENTISSAGE	1 729
<b>AUTRES DETTES</b>	<b>2 440</b>
468600 DIVERS CHARGES A PAYER	2 440
<b>TOTAL DES CHARGES A PAYER</b>	<b>621 920</b>

## DETAIL DES CHARGES & PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	31/12/2024
486000 CHARGES CONSTATEES D AVANCE	732 098
486100 CH. MEDIATHEQUES CONSTATEES D'AVANCE - ABONNEMENTS	16 894
<b>TOTAL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE</b>	<b>748 992</b>

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	31/12/2024
487000 PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	1 250
487100 PRODUITS CONSTATES D'AVANCE VOYAGES	1 280 072
487300 PRODUITS CONSTATES D'AVANCE COLONIES	146 744
487200 PRODUITS CONSTATES D'AVANCE LOCATIONS	13 968
<b>TOTAL DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE</b>	<b>1 442 034</b>

## AFFECTATION DES RESULTATS SOUMISE A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

<i>1 - Origine</i>	<i>Montant</i>
Réserve activités sociales	644 754,30
Réserve fonctionnement	1 826 021,25
Résultat de l'exercice	
dont résultat courant après impôts :	- 35 258,72
<b>TOTAL</b>	<b>2 435 516,83</b>

<i>2 - Affectations</i>	<i>Montant</i>
Réserve activités sociales	340 843,34
Réserve fonctionnement	2 094 673,49
Dividendes	
Autres répartitions :	
Report à nouveau	
<b>TOTAL</b>	<b>2 435 516,83</b>

## SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

SUBVENTIONS INVESTISSEMENT ATTRIBUEES	Détail immobilisations financées	Montant	MONTANT SUBVENTION	QUOTE- PART VIREE AU RESULTAT	NET
INFORMATIQUE		<b>36 128</b>	36 128	-36 128	0
	<i>Refonte site internet</i>	<i>21 877</i>	<i>21 877</i>	<i>-21 877</i>	
	<i>Application mobile</i>	<i>14 251</i>	<i>14 251</i>	<i>-14 251</i>	
	<b>TOTAL</b>	<b>36 128</b>	<b>36 128</b>	<b>-36 128</b>	<b>0</b>



## CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

<i>Nature des charges</i>	<i>Montant</i>	<i>Imputation au compte</i>
Pénalités	23	671 200
<b>TOTAL</b>	<b>23</b>	

<i>Nature des produits</i>	<i>Montant</i>	<i>Imputation au compte</i>
Produits exceptionnels	0	771 000
Produits sur exercices antérieurs	0	772 000
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	

<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS, AUTRES INFORMATIONS</b>
--

**EFFECTIF**

**AU 31/12/2024**

	<i>Personnel salarié Bordeaux</i>	<i>Personnel mis à disposition de l'entreprise</i>
Cadres (équivalent temps plein) - CDI	2	18
Non cadres (équivalent temps plein) - CDI		43
Effectif non permanent (équivalent temps plein)		2,6
<b>TOTAL</b>	<b>2</b>	<b>63,60</b>

*Ces effectifs ne tiennent pas compte des apprentis présents pour 2,9 ETP au 31/12/2024*

## MOYENS MIS A DISPOSITION PAR LA CDC \*

Certaines catégories de dépenses sont prises directement en charge par la CDC.  
Elles concernent :

Prestations	Montant	
	2024	2023
<b>1 - Masse salariale et autres frais du personnel directs</b>	6 599 317	6 673 720
<b>2 - Autres frais de personnel indirects</b>	2 052 669	2 088 408
<b>3 - Immobilier</b>	1 794 359	1 795 258
<b>4 - Système d'information</b>	241 775	57 350
<b>5 - Moyens généraux</b>	230 233	181 317
<b>6 - Risques</b>	27 348	1 884
<b>7 - Services extérieurs</b>	79 560	2 740
<b>8 – Autres coûts indirects</b>	175 353	224 275
<b>TOTAL</b>	<b>11 200 614</b>	<b>11 024 952</b>

\* y compris prestations fédérales à partir de 2020

Le modèle de calcul de coûts de la CDC fonctionne par mutualisation des charges. A partir de 2019, il intègre la valorisation du management de DHS000 affecté sur les activités du COSOG. Il valorise également des subventions versées par la CDC à différentes associations extérieures au COSOG.

## DETAIL COMPTE DE RESULTAT (page 6)

<b>ACHAT MATIERES 1ERES ET AUTRES PPROVISIONNEMENTS</b>		<b>3 443 687</b>
ACHATS BILLETTERIE	52 591	
ACHATS CESU	3 391 096	
<b>AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES</b>		<b>9 191 819</b>
PRESTATAIRES DE SERVICES	8 109 193	
TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS	237 045	
HONORAIRES DIVERS	47 530	
SERVICES A BUT CULTUREL	177 304	
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	620 747	
<b>AUTRES CHARGES</b>		<b>14 021 694</b>
INDEMNITES AIDES AUX LOISIRS	4 816 042	
SUBVENTION LOCATION SUR CATALOGUE	4 151 689	
INDEMNITES ENFANTS/RENTREE SCOLAIRE/NOEL	2 692 733	
AUTRES SUBVENTIONS ET AIDES	2 361 230	



**CABINET GILLES HUBERT**

SOCIÉTÉ DE COMMISSARIAT AUX COMPTES  
Membre de la Compagnie des Commissaires aux Comptes de Paris

**ASSOCIATION COSOG CDC**

\*\*\*\*

**RAPPORT SPECIAL  
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

**ASSOCIATION REGIE PAR LA LOI DE 1901**

**12, AVENUE PIERRE MENDES FRANCE – 75 013 PARIS**

Aux membres de l'association,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées visées à l'article R.612-5 du code de commerce, qui ont été passées au cours de l'exercice en application de l'article R.612-7 dudit code.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

#### CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'organe délibérant dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Fait à Paris le 13 mai 2025,

Cabinet Gilles HUBERT  
Commissaire aux Comptes



Guilhem PRINCÉ



# **RAPPORT BUDGETAIRE**

## **2024**



# RAPPORT BUDGETAIRE 2024

SUIVI BUDGÉTAIRE 2024				2023
SUBVENTION	MONTANT ATTRIBUÉ	MONTANT RECUS	SOLDE A RECEVOIR	SUBVENTIONS VERSÉES
Masse salariale DADS	17 199 300	17 199 300	0	15 980 113
Association rattachée : AGR	42 868	42 868	0	42 476
Détachés CNP	148 108	148 108	0	137 798
<b>TOTAL SUBVENTION : A</b>	<b>17 390 275,90</b>	<b>17 390 275,90</b>	<b>0</b>	<b>16 160 387</b>

## REPARTITION SUBVENTION:

BUDGET FONCTIONNEMENT	424 428
BUDGET INFORMATIQUE	200 000
BUDGET ACTIONS SPECIFIQUES	148 035
<b>BUDGET HORS SOCIAL : B</b>	<b>772 462,62</b>

<b>BUDGET compensatoire fin exploitation Florineiges : Ecart de montant entre taux 3,15% et 3,26% sur DSN N-1 (&gt; 490K€): C</b>	<b>580 344,47</b>
---	-------------------

BUDGET NATIONAL	13 875 223,26
BUDGET LOCALES (13% BUDGET SOCIAL)	2 084 870,95
BUDGET LOCALES RETRAITES	68 064,00
<b>BUDGET SOCIAL : D = A - B - C</b>	<b>16 037 468,81</b>

<b>TOTAL BUDGET : B + C + D</b>	<b>17 390 275,90</b>
---------------------------------	----------------------

RAPPORT BUDGETAIRE 2024

SUIVI BUDGÉTAIRE 2024						2023	
COMMISSIONS	BUDGET	DEPENSES	RECETTES	CONSOM-MATIONS	SOLDE	CONSOM-MATIONS 2023	COMPARATIF EVOLUTION CONSOMMATION 2024/2023
	<i>a</i>	<i>b</i>	<i>c</i>	<i>d=(b-c)</i>	<i>e=(a-d)</i>	<i>g</i>	<i>f=(d-g)/g en %</i>
SOLIDARITE	2 653 500	5 047 208	2 666 606	2 382 903	270 597	2 387 082	0%
ENFANCE	3 405 000	4 776 315	1 451 998	3 324 317	80 683	3 369 045	-1%
LOISIRS CULTURE	5 451 000	8 179 856	3 132 470	5 047 386	403 614	6 122 512	-18%
BUREAU (hors locales)	3 900 000	4 862 067	890 660	3 971 408	-71 408	4 028 202	-1%
SOUS TOTAL	15 409 500	22 865 446	8 141 733	14 726 014	683 486	15 906 841	-7%
BUREAU (locales / reliquats)	3 208 354	3 364 972	1 169 677	2 195 294	1 013 059	2 399 564	-9%
SOLDE NON AFFECTE (positif) ou DEPASSEMENT BUDGETAIRE (négatif)	-1 227 578				-1 227 578		
TOTAL BUDGET COMMISSIONS	17 390 276	26 230 418	9 311 410	16 921 308	468 967	18 306 406	-8%

TOTAL PRODUITS	TOTAL CHARGES	RÉSULTAT SOCIAL 2024
Subventions sociales et mesure compensatoire: P	Prestations sociales nationales et locales: C	RS = P - C
16 037 468,81	14 726 013,95	
580 344,47	2 195 294,47	
16 617 813,28	16 921 308,42	- 303 495,14

# RAPPORT BUDGETAIRE 2024

SUIVI BUDGÉTAIRE 2024						2023	
COMMISSION SOLIDARITÉ	CRÉDIT ALLOUÉ	DEPENSES	RECETTES	CONSOM-MATIONS	SOLDE	CONSOM-MATIONS 2023	CRÉDIT ALLOUÉ 2023
	<i>a</i>	<i>b</i>	<i>c</i>	<i>d=(b-c)</i>	<i>e=(a-d)</i>		
Bourses associatives	55 000	0	0	0	55 000	55 500	55 000
Voyages solidaires	85 000	87 605	52 042	35 563	49 438	34 657	85 000
Orientation, accompagnement et soutien scolaire (1)	87 965	94 184	6 622	87 562	403	117 438	90 000
Soutien scolaire en ligne	27 035	27 035	0	27 035	0	27 035	30 000
Ordinateurs	7 500	6 685	560	6 125	1 375	4 477	7 500
Permis de conduire	210 000	294 631	40 706	253 925	-43 925	243 923	210 000
Remise à niveau Permis B	10 000	878	0	878	9 122	1 752	20 000
Intervention adulte en situation de handicap	1 500	0	0	0	1 500	0	1 500
Crédit vacances handicap	260 000	336 108	23 184	312 924	-52 924	329 445	190 000
Enfants en situation de handicap (2)	360 000	757 487	302 192	455 295	-95 295	371 660	360 000
Vacances adaptées handicap (3)	10 000	9 663	973	8 690	1 310	5 914	7 000
CESU	780 000	2 964 787	2 187 313	777 474	2 526	738 921	780 000
Aide/Situation de handicap	100 000	129 984	7 254	122 730	-22 730	103 510	75 000
Colis de Noël	7 500	4 000	0	4 000	3 500	4 350	7 500
Stages adaptation à la retraite	30 000	100 751	11 880	88 871	-58 871	73 192	31 000
Enfance défavorisés	27 000	0	0	0	27 000	23 000	27 000
Abonnement-Journal familial « Famileo » (4)	10 000	5 620	3 320	2 301	7 699	0	10 000
Jeux Paralympiques (4)	50 000	0	0	0	50 000		
Cérémonie des retraités	35 000	40 339	0	40 339	-5 339	29 059	35 000
Préparation retraite	500 000	193 071	33 880	159 191	340 809	223 250	500 000
<b>TOTAL COMMISSION SOLIDARITÉ</b>	<b>2 653 500</b>	<b>5 047 208</b>	<b>2 666 606</b>	<b>2 382 903</b>	<b>270 597</b>	<b>2 387 082</b>	<b>2 521 500</b>

(1) Inclus la prestation "tout apprendre"

(2) Détails des prestations "enfants en situation de handicap":

Allocations enfant et étudiant en situation de handicap (+10€ en 2024), CESU et E-CESU handicap, rentrée scolaire handicap(+10€ en 2024)

, séjour centre spécialisé enfant

(3) Séjour spécialisé dans la prise en charge du handicap

(4) Vote CA du 7 novembre 2023

# RAPPORT BUDGETAIRE 2024

SUIVI BUDGÉTAIRE 2024						2023	
COMMISSION ENFANCE	CRÉDIT ALLOUÉ	DEPENSES	RECETTES	CONSOM-MATIONS	SOLDE	CONSOM-MATIONS 2023	CRÉDIT ALLOUÉ 2023
	<i>a</i>	<i>b</i>	<i>c</i>	<i>d=(b-c)</i>	<i>e=(a-d)</i>		
Colonies	1 100 000	2 281 292	1 099 324	1 181 968	-81 968	1 086 298	900 000
Accueils journées	10 000	16 209	3 051	13 158	-3 158	11 477	10 000
Classes de découvertes	10 000	9 069	1 200	7 869	2 131	8 569	10 000
Séjours scolaires à l'étranger	15 000	15 580	1 020	14 560	440	12 530	18 000
Rentrée scolaire	800 000	924 120	126 734	797 386	2 614	811 134	800 000
Primes naissance	30 000	40 154	9 264	30 890	-890	25 908	40 000
Frais de garde	420 000	420 782	72 737	348 045	71 955	386 484	420 000
Périscolaire / centres de loisirs TAP	340 000	349 388	31 894	317 493	22 507	335 669	340 000
Stage sportifs et culturels	20 000	19 775	514	19 261	739	16 417	20 000
BAFA	5 000	10 053	257	9 796	-4 796	8 335	5 000
Etudiants délocalisés (1)	180 000	195 214	16 945	178 269	1 731	185 699	165 000
Bons de Noël	310 000	348 660	66 680	281 980	28 020	293 052	310 000
Subvention sport AD 3/25 ans	165 000	146 018	22 377	123 641	41 359	187 472	165 000
<b>TOTAL COMMISSION ENFANCE</b>	<b>3 405 000</b>	<b>4 776 315</b>	<b>1 451 998</b>	<b>3 324 317</b>	<b>80 683</b>	<b>3 369 045</b>	<b>3 203 000</b>

# RAPPORT BUDGETAIRE 2024

SUIVI BUDGÉTAIRE 2024						2023	
COMMISSION LOISIRS ADULTES	CRÉDIT ALLOUÉ	DEPENSES	RECETTES	CONSOM-MATIONS	SOLDE	CONSOM-MATIONS 2023	CRÉDIT ALLOUÉ 2023
	<i>a</i>	<i>b</i>	<i>c</i>	<i>d=(b-c)</i>	<i>e=(a-d)</i>		
Voyages de groupes	610 000	1 430 948	932 919	498 029	111 971	597 934	610 000
Vacances familles	670 000	1 310 475	680 673	629 802	40 198	645 369	648 000
Pré-acheminements voyages	95 000	95 703	2 216	93 487	1 513	82 268	95 000
Crédits Vacances	2 900 000	3 736 094	734 202	3 001 892	-101 892	3 920 223	3 307 000
Bord de mer	360 000	717 507	390 221	327 286	32 714	327 490	330 000
Sport et culture	306 000	315 238	53 143	262 095	43 905	310 181	306 000
Voyage DROM COM	10 000	13 637	0	13 637	-3 637	3 665	8 000
Circuit retraités	50 000	31 276	21 134	10 142	39 858	48 370	50 000
TOTAL COMMISSION LOISIRS ADULTES HORS OFFRE MONTAGNE	5 001 000	7 650 878	2 814 508	4 836 370	164 630	5 935 502	5 354 000
Offre montagne Été / Hiver	450 000	528 978	317 962	211 016	238 984	187 198	450 000
TOTAL GÉNÉRAL	5 451 000	8 179 856	3 132 470	5 047 386	403 614	6 122 512	5 804 000

# RAPPORT BUDGETAIRE 2024

SUIVI BUDGÉTAIRE 2024						2023	
BUREAU	CRÉDIT ALLOUÉ	DEPENSES	RECETTES	CONSOM-MATIONS	SOLDE	CONSOM-MATIONS 2023	CRÉDIT ALLOUÉ 2023
	<i>a</i>	<i>b</i>	<i>c</i>	<i>d=(b-c)</i>	<i>e=(a-d)</i>		
Aides exceptionnelles	100 000	41 286	0	41 286	58 714	35 053	100 000
Aide aux loisirs (dont handicapés)	3 800 000	4 820 782	890 660	3 930 122	-130 122	3 993 149	3 624 000
Sous total hors Locales	3 900 000	4 862 067	890 660	3 971 408	-71 408	4 028 202	3 724 000
Locales (7174 OD) (1) :	2 084 871	3 320 627	1 158 827	2 161 799	895 923	2 360 132	1 910 812
Paris IDF (4 349 OD)	1 263 884	2 050 685	876 790	1 173 895	867 053	1 338 515	1 145 659
Angers (911 OD)	264 750	417 938	88 892	329 046	-12 648	283 197	249 992
Bordeaux (1 164 OD)	338 276	545 972	137 749	408 222	36 148	495 115	312 352
Directions régionales (750 OD)	217 961	306 032	55 397	250 635	5 369	243 304	202 808
Reliquat 2023	972 851						1 410 440
Paris IDF	777 065						
Angers	51 648						
Bordeaux	106 095						
Directions régionales	38 044						
Loisirs retraités	68 064	44 345	10 850	33 495	117 136	39 432	65 250
Reliquats Retraités 2023	82 567					-	57 939
Sous total Locales	3 208 354	3 364 972	1 169 677	2 195 294	1 013 059	2 399 564	3 444 441
Fonctionnement locale IDF	2 000	453	-600	1 053	947	3 426	2 000
Fonctionnement locale Angers	2 000	1 346	0	1 346	654	1 459	2 000
Fonctionnement locale Bordeaux	2 000	819	0	819	1 181	1 994	2 000

(1) Pour information: Ce montant est calculé avec le nombre d'OD au 31 12 2023

# RAPPORT BUDGETAIRE 2024

SUIVI BUDGÉTAIRE 2024						2023	
COMMISSION LOCALE IDF	CRÉDIT ALLOUÉ	DEPENSES	RECETTES	CONSOM-MATIONS	SOLDE	CONSOM-MATIONS 2023	CRÉDIT ALLOUÉ 2023
	<i>a</i>	<i>b</i>	<i>c</i>	<i>d=(b-c)</i>	<i>e=(a-d)</i>		
(4 349 0D)							
Budget 2024	1 263 883,99						
Reliquat 2023	777 064,87						
Budget attribué	2 040 948,86						
Fêtes	41 000	48 851	16 995	31 856	9 144	28 890	41 000
Voyages	643 750	649 012	384 864	264 149	379 601	509 042	643 750
Médiathèques	33 000	17 009	-1 921	18 931	14 069	33 128	33 000
Billetterie	420 000	718 572	244 767	473 806	-53 806	465 754	420 000
Coups de cœur	250 000	526 573	213 197	313 376	-63 376	260 613	250 000
Actions culturelles	6 000	4 567	1 205	3 361	2 639	4 768	6 000
Arbre de Noël	100 000	86 100	17 683	68 417	31 583	48 354	100 000
Solde budgétaire	547 199	0	0	0	547 199	0	621 830
TOTAL COMMISSION LOCALE IDF	2 040 949	2 050 685	876 790	1 173 895	867 053,38	1 338 515	2 115 580
SUBVENT° LOISIRS RETRAITÉS							
Budget 2024	31 250						
Reliquat 2023	52 053						
Budget attribué	83 303						
Sorties théâtre, WE, à la journée	31 250	0	0	0	31 250	12 522	21 400
Solde budgétaire	52 053	0	0	0	52 053	0	43 175
LOISIRS RETRAITÉS	83 303	0	0	0	83 303,00	12 522	64 575
Fonctionnement locale IDF	2 000	453	-600	1 053	947	3 426	2 000

# RAPPORT BUDGETAIRE 2024

SUIVI BUDGÉTAIRE 2023							2023	
COMMISSION LOCALE ANGERS	CRÉDIT ALLOUÉ	DEPENSES	RECETTES	CONSOM-MATIONS	SOLDE		CONSOM-MATIONS 2023	CRÉDIT ALLOUÉ 2023
	<i>a</i>	<i>b</i>	<i>c</i>	<i>d=(b-c)</i>	<i>e=(a-d)</i>			
(911 OD)								
Budget 2024	264 750,13							
Reliquat 2023	46 647,82							
Budget transféré retraités (1)	5 000,00							
Budget attribué	316 397,95							
Locations	18 000	38 220	19 173	19 046	-1 046		23 128	18 000
Nuitées	31 000	53 957	21 052	32 905	-1 905		30 174	27 000
Sorties/voyages	94 463	213 610	43 499	170 111	-75 648		131 968	104 433
Médiathèques	20 000,00	19 471	37	19 434	566		20 754	20 000
Presse numérique	715	4 441	3 553	888	-173			-
Billetterie	50 000	73 626	155	73 470	-23 470		62 567	50 000
Cohésion	5 000	0	0	0	5 000		0	0
Arbre de Noël	15 000	14 002	1 423	12 579	2 421		14 245	15 000
Conseil juridique	1 500	612	0	612	888		360	1 500
Solde budgétaire	80 719	0	0	0	80 719		0	93 912
TOTAL COMMISSION LOCALE ANGERS	316 397,95	417 938	88 892	329 046	-12 648,00		283 197	329 845
SUBVENT° LOISIRS RETRAITÉS								
Budget 2024	15 000							
Reliquat 2023	18 158							
Transfert actif retraité	- 5 000							
Budget attribué	28 158							
Billetterie	4 000	3 614	0	3 614	386		3 751	4 000
Locations/Nuitées	0	9 508	3 880	5 628	-5 628		-1 171	0
Sorties/Voyages	9 000	16 010	6 970	9 039	-39		8 802	9 000
Presse numérique retraités Angers	25	0	0	0	25		0	25
Solde budgétaire	15 133	0	0	0	15 133		0	16 515
LOISIRS RETRAITÉS	28 158	29 132	10 850	18 282	9 876,00		11 382	29 540
Fonctionnement locale Angers	2 000	1 346	0	1 346	654		1 459	2 000



# RAPPORT BUDGETAIRE 2024

SUIVI BUDGÉTAIRE 2024						2023	
COMMISSION LOCALE BORDEAUX	CRÉDIT ALLOUÉ	DEPENSES	RECETTES	CONSOM- MATIONS	SOLDE	CONSOM- MATIONS 2023	CRÉDIT ALLOUÉ 2023
	<i>a</i>	<i>b</i>	<i>c</i>	<i>d=(b-c)</i>	<i>e=(a-d)</i>		
(1 164 OD)							
Budget 2023	338 275,69						
Reliquat 2022	106 094,87						
Budget attribué	444 370,56						
Fêtes	20 000	20 593	0	20 593	-593	16 972	27 500
Voyages	180 620	254 263	72 442	181 821	-1 201	150 551	254 165
Locations	35 060	64 287	35 113	29 174	5 886	26 790	35 060
Sorties	64 500	56 623	22 561	34 062	30 438	139 848	69 060
Médiathèque	22 500	24 587	3 254	21 334	1 166	19 483	22 500
Presse numérique	7 000	7 135	1 875	5 260	1 740	4 945	7 000
Billetterie	85 000	47 779	434	47 345	37 655	75 457	85 000
Abonnements sportifs et autres	4 180	5 664	1 700	3 964	216	3 590	3 700
Expos / animation arial	500	0	0	0	500	0	500
Spectacle de Noël	44 880	65 040	370	64 670	-19 790	57 478	38 000
Solde budgétaire	-19 869	0	0	0	-19 869	0	58 725
<b>TOTAL COMMISSION LOCALE BORDEAUX</b>	<b>444 371</b>	<b>545 972</b>	<b>137 749</b>	<b>408 222</b>	<b>36 148,08</b>	<b>495 115</b>	<b>601 210</b>
<b>SUBVENT° LOISIRS RETRAITÉS</b>							
Budget 2024	12 814,00						
Reliquat 2023	17 356,80						
Budget attribué	30 170,80						
Gym adaptée Bordeaux	5 000	5 666	0	5 666	-666	4 542	5 000
Loisirs retraités	7 334	0	0	0	7 334	2 717	7 334
Solde budgétaire	17 837	0	0	0	17 837	0	7 740
<b>LOISIRS RETRAITÉS</b>	<b>30 171</b>	<b>5 666</b>	<b>0</b>	<b>5 666</b>	<b>24 505,30</b>	<b>7 259</b>	<b>20 074</b>
<b>Fonctionnement locale Bordeaux</b>	<b>2 000</b>	<b>819</b>	<b>0</b>	<b>819</b>	<b>1 181</b>	<b>1 994</b>	<b>2 000</b>

RAPPORT BUDGETAIRE 2024

SUIVI BUDGÉTAIRE 2024						2023	
DIRECTIONS REGIONALES	CRÉDIT ALLOUÉ	DEPENSES	RECETTES	CONSOM-MATIONS	SOLDE	CONSOM-MATIONS 2023	CRÉDIT ALLOUÉ 2023
	a	b	c	d=(b-c)	e=(a-d)		
(750 OD)							
Budget 2023	217 961,14						
Reliquat 2022	31 312,42						
Reliquat retraités	731,21						
Budget transféré retraités	6 000,00						
Budget attribué	256 004,77						
Fêtes (2)	23 000	23 820	0	23 820	-820	23 318	20 450
Citadines	1 000	1 584	0	1 584	-584	1 606	1 000
Voyages, week-ends	50 000	45 067	32 073	12 995	37 005	17 704	50 000
Crédit vacances 3ème semaine	55 000	81 486	9 105	72 381	-17 381	71 839	50 000
Médiathèque	12 000	14 166	0	14 166	-2 166	11 660	10 000
Billetterie	70 000	90 412	6 827	83 584	-13 584	75 173	70 000
Coups de cœur	12 000	17 468	1 407	16 061	-4 061	16 429	12 000
Sport et culture	9 000	18 089	5 985	12 104	-3 104	10 026	9 000
Noël	18 000	13 940	0	13 940	4 060	15 550	15 000
Solde budgétaire	6 005	0	0	0	6 005	-	37 167
TOTAL DIRECTIONS RÉGIONALES	256 005	306 032	55 397	250 635	5 369,38	243 304	274 617
SUBVENT° LOISIRS RETRAITÉS							
LOISIRS RETRAITÉS	9 000	9 548	0	9 548	-548,00	8 269	9 000

2024				2023	
CRÉDIT ALLOUÉ	BUDGET FONCTIONNEMENT	CONSOMMATIONS	SOLDE	TOTAL CRÉDIT CONSOMMÉ	BUDGET ALLOUÉ
a		b	c = a - b		
100 000	Frais des administrateurs	49 618	50 382	57 832	100 000
	Frais de mission	22 432		29 255	
	Relations publiques	23 278		24 098	
	Frais adm Cosog	0		-	
	Frais déplacement DHAP	3 909		4 479	
2 000	Locale Angers	1 346,28	653,72	1 459	2 000
2 000	Locale Bordeaux	819	1 181	1 994	2 000
2 000	Locale IDF	1 053	947	3 426	2 000
116 428	Frais Moyens Syndicaux (1)	71 004	45 424,36	95 373	134 801
45 000	Honoraires	47 530	-2 530	47 908	45 000
0	Frais liés aux instances DP	0	0	0	5 000
0	Communication	0	0	0	0
4 000	Assurances de l'Association	0	4 000	-5 385	4 000
	Courchevel	0		-5 385	
	Autres	0		0	
150 000	Frais administratifs	104 448	45 552	76 892	170 000
	Frais bancaires	16 770		23 193	
	Frais de gestion des chèques	82 852		44 143	
	Autres frais (CNEA, abonnement Meyclub...)	1 846		2 002	
	Fournitures spécifiques (rouleau TPE, cartouche, film plastique)	2 980		7 553	
3 000	Revue spécialisée	1 683	1 317	1 625	3 000
424 428,06	TOTAL FONCTIONNEMENT	277 501	146 927	281 123	467 801

CRÉDIT ALLOUÉ	BUDGET FONCTIONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE	CONSOMMATIONS	SOLDE	TOTAL CRÉDIT CONSOMMÉ	BUDGET ALLOUÉ
a		b	c = a - b		
37 785	Fournitures et matériels DHS200 (1)	7 562	30 222,89	7 143	31 928
81 000	Prestataires paye/charges personnels	186 238	-105 238	222 524	193 650
26 250	Frais de consultation des OD et Moyens OS pour élection (1/4 provisionné)	35 530	-9 280	14 195	26 250
3 000	Participation pot départ retraité	0	3 000	0	3 000
148 034,56	TOTAL FONCTIONNEMENT	229 330	-81 295	243 862	254 828

(1) Report du reliquat des moyens syndicaux et des fournitures DHS2

2024				2023
BUDGET INVESTISSEMENT ET MAINTENANCE INFORMATIQUES	CRÉDIT ALLOUÉ	CONSOMMATIONS	SOLDE	TOTAL CRÉDIT CONSOMMÉ
ProwebCe Amaris	175 000	81 465	118 535	96 675
Licences (frais > 25 000)	25 000			
<b>TOTAL INFORMATIQUE</b>	<b>200 000</b>	<b>81 465</b>	<b>118 535</b>	<b>96 675</b>

## RÉCAPITULATIF

BUDGET	MONTANT 2024	DÉPENSES 2024	RÉSULTAT 2024	RÉSERVES OU REPORTS	SOLDE
	a	b	c = a - b	d	e = c + d
Budget Fonctionnement	424 428,06	277 501	146 927	197 643	65 632
Budget fournitures/matériel/pot départ DHS200	40 784,56	7 562	33 223		
Prestataires/charges personnels	81 000,00	186 238	-105 238		
Univote Elections	26 250,00	35 530	-9 280		
Budget Locataire	-	0	0	245 276	245 276
Budget Informatique Sigals	200 000,00	81 465	118 535	147 255	265 790
Intérêts de placement de trésorerie	84 069,39	0	84 069	13 463	97 532
Impact frais de gestion	-	-	0	-78 615	-78 615
<b>TOTAUX</b>	<b>772 462,62</b>	<b>588 296</b>	<b>184 167</b>	<b>525 022</b>	<b>595 615</b>

## FRAIS DE GESTION DES SA

EXERCICE	MONTANT	FACTURÉ	MONTANT RÉGLÉ	SOLDE DÛ
2019	73 304	OUI	73 304	
2020	54 330	OUI	54 330	
2021	50 709	OUI	50 709	
2022	61 906	OUI	61 906	
2023	58 910	OUI	58 910	

# RECAPITULATIF 2024

ACTIVITÉS SOCIALES	RÉALISÉ 2024	RÉALISÉ 2023	ÉCART 2024/2023
Commission solidarité	2 382 903	2 387 082	-4 179
Commission Enfance	3 324 317	3 369 045	-44 729
Commission Loisirs	5 047 386	6 122 512	-1 075 126
Bureau	4 004 903	4 067 634	-62 731
Locale Île de France	1 173 895	1 338 515	-164 620
Locale Angers	329 046	283 197	45 848
Locale Bordeaux	408 222	495 115	-86 893
Directions régionales	250 635	243 304	7 331
<b>TOTAL ACTIVITÉS SOCIALES</b>	<b>16 921 308</b>	<b>18 306 406</b>	<b>-1 385 097</b>
Subventions	16 037 469	14 698 553	1 338 916
Subvention mesure compensatoire fin exploitation Florineige	580 344	539 206	41 138
Produits financiers	84 069,39	0	84 069
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>16 701 883</b>	<b>15 237 759</b>	<b>1 464 124</b>

<b>SOLDE ACTIVITÉS SOCIALES</b>	<b>-219 425,75</b>	<b>-3 068 647</b>	<b>2 849 221</b>
---------------------------------	--------------------	-------------------	------------------

FONCTIONNEMENT	SUBVENTION	RÉALISÉ	SOLDE DE L'EXERCICE	RÉSERVES	SOLDE
Fonctionnement	572 462,62	506 831,02	65 631,60	1 498 643	1 564 274
Frais de gestion	0,00	0,00	0,00	-78 615	-78 615
Informatique	200 000,00	81 464,57	118 535,43	147 255	265 790
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>772 462,62</b>	<b>588 295,59</b>	<b>184 167,03</b>	<b>1 567 282</b>	<b>1 751 449</b>
Locataire	0,00	0,00	0,00	245 276	245 276
<b>TOTAL FONCTIONNEMENT</b>	<b>772 462,62</b>	<b>588 295,59</b>	<b>184 167,03</b>	<b>1 812 558</b>	<b>1 996 725</b>

<b>RÉSULTAT GLOBAL 2024</b>	<b>-35 258,72</b>
-----------------------------	-------------------